

# Congrès AFSP Paris 2013

## ST46 La globalisation à l'aune du genre : vers une sociologie politique de la promotion internationale des normes égalitaires

Lhenry Sophie, Université Paris Diderot  
sophielhenry@wanadoo.fr

### L'exil des féministes ou l'invention d'une carrière de « femme universelle »

Cette communication s'appuie sur notre travail de thèse portant sur les carrières militantes d'exilées algériennes et iraniennes en France. Cette recherche explore les processus d'engagement et les répertoires d'action collective dans différents contextes en même temps qu'elle propose une analyse de l'exil en termes de « délocalisation de la lutte ». Nous allons nous intéresser ici à la fois aux conditions d'émergence d'une conscience féministe et aux modalités de cet engagement à travers l'observation des trajectoires reconstituées par des récits de vie<sup>1</sup>. Nous allons montrer ici que l'expérience de positions variées sur les différentes échelles des rapports de domination dans différents contextes ne va pas forcément déboucher sur la remise en question de l'ensemble de ces rapports. Au contraire, nous allons voir que leurs parcours vont amener ces militantes à revendiquer une position de « femmes universelles » qui va contribuer à l'occultation des rapports de pouvoir dont elles ont parfois été victimes mais dans lesquels elles se placent aujourd'hui en position de domination.

Nous nous intéresserons donc dans un premier temps à la manière dont elles présentent leur prise de conscience féministe pour faire apparaître les moteurs de leurs engagements. Nous verrons ensuite comment en mettant en avant leur vécu de l'exil, elles vont se construire une carrière de « femme universelle » qui va leur permettre de s'insérer dans les organisations politiques françaises. Nous nous interrogerons enfin sur la manière dont une partie d'entre elles va, à partir de cet engagement féministe, contribuer à l'occultation – voir à la reproduction – d'autres rapports de pouvoir (notamment de classe et de « race »).

### *Devenir féministes*

Les étapes de la prise de conscience féministe telles qu'elles apparaissent dans les entretiens menés sont les suivantes : 1/ être témoin d'un dysfonctionnement ; 2/ être en capacité de le formuler en termes de discrimination (ce n'est pas « normal ») ou d'injustice ; 3/ essayer d'agir pour réparer l'inégalité perçue comme étant illégitime ; 4/ tenter de comprendre le « système » qui sous-tend les discriminations (ce qui engage un travail sur les pratiques et sur les normes de genre). La plupart des militantes interrogées sont passées par ces différents stades. Le point de départ de leur prise conscience féministe se situe la plupart du temps à l'intérieur même de la famille. Elle fera place à un véritable engagement suite à une remise en cause de leurs droits au niveau de l'Etat.

Le rôle de la famille est essentiel dans l'engagement politique des militantes. C'est souvent inspirées par l'engagement des pères, frères ou sœurs que les militantes se dirigent vers des organisations clandestines et par un réseau familial qu'elles y sont acceptées. Si les militantes ont tendance à associer leur engagement à leur père, elles mettent leurs préoccupations féministes en lien avec les parcours de leurs mères. C'est ce que nous dit Samira qui propose une image maternelle conforme à ses propres désirs d'autonomie: « *Je pense que ma mère a été [féministe] à sa façon, avec les moyens qu'elle avait et dans le*

---

<sup>1</sup> Nous avons également utilisé le matériel militant diffusé par les femmes interviewées et les résultats d'observation dans les lieux fréquentés par celles-ci.

## Congrès AFSP Paris 2013

*milieu où elle était. [...] elle est arrivée à nous envoyer à l'école, toutes les filles, et elle nous encourageait dans ce cadre-là<sup>2</sup>».*

De plus, si les familles sont présentées comme étant égalitaires, malgré des traitements parfois différenciés dans la fratrie, c'est parce qu'elles justifient les restrictions de sortie des filles notamment par l'existence d'un danger extérieur qui s'incarnerait dans les pratiques barbares des hommes d'autres milieux sociaux « moins ouverts ». Il n'est donc pas surprenant que les militantes aient intégré très tôt cette idée du décalage entre leur famille « évoluée » et le reste de la société qui serait « archaïque ». Les militantes perçoivent ainsi les autres femmes comme étant moins « libérées » qu'elles ne le sont. Samira raconte que c'est pendant les campagnes de volontariat<sup>3</sup> qu'elle a pris conscience de la condition des femmes dans le milieu rural, où selon elle, certains hommes « préféraient leur chèvre à leur femme ». D'autres évoquent les contraintes qui pèsent sur les femmes dans les « milieux traditionalistes » ou dans les « milieux pauvres ». Dans un premier temps donc, si elles sont sensibles aux inégalités qui existent, elles les attribuent à un retard de mentalité des classes les plus traditionnelles.

En outre, les discours étatiques sont plutôt à cette époque dans la promotion des combats des femmes, avec la mise en avant des moudjahidate qui auraient « conquis leurs droits » en Algérie et avec la « modernisation » du statut des femmes dès 1967 en Iran. La mise en avant de femmes emblématiques ou la mise en place d'un féminisme d'Etat rendent impossible l'émergence d'une prise de conscience d'une classe « femme », comme en témoigne Jaleh : « *Les revendications « femmes », proprement, ça n'existait pas parce que les lois protégeaient les femmes. Les mariages temporaires, la polygamie étaient très très mal vus dans la société, tu n'entendais même pas les gens en parler.* » C'est justement la remise en cause de leurs droits qui va les pousser à s'investir politiquement.

En Algérie la mise en place du code de la famille est l'élément contextuel le plus cité pour expliquer les prémices de l'engagement féministe. Une des premières attaques dont les Algériennes rencontrées estiment être victimes est l'interdiction de sortie de territoire sans l'autorisation d'un tuteur. Cette mesure de police prise en 1979 provoque des protestations diverses. Il faut préciser ici que celles qui sont le plus lésées sont celles qui voyageaient à l'époque, ce qui est loin d'être le cas de toutes les femmes. Le caractère arbitraire de cette mesure, au-delà même du projet de société qui la motive, révolte ces femmes qui se considèrent comme étant « libérées ». Le code de la famille va par la suite remettre en cause la place des femmes que nous avons rencontrées qui viennent de milieux plutôt privilégiés. Fella explique comment l'existence de ce code à paraître remet en cause sa vision de la société algérienne : « *C'est pas parce que j'avais ressenti des inégalités. C'est curieux parce que bien sûr, elles existaient, (...) C'est plus que je croyais qu'on était dans une société égalitaire au plan public. (...) on a l'impression que c'est la société qui est arriérée mais il faut vraiment le code de la famille pour comprendre que le pouvoir est complètement partie prenante de la domination sur les femmes.* »

En Iran, il n'existe pas, avant la période révolutionnaire, de mouvement autonome de femmes ou de revendications spécifiques liées à leur condition. C'est pourquoi les femmes que nous avons rencontrées ne se sont intéressées à cette question que peu de temps avant leur départ. C'est l'apparition de femmes voilées dans les cortèges de manifestant.e.s qui va les heurter comme en témoignent Firouzeh ou Jaleh. Farhad Khosrokhavar, rappelle que celles qui combattent le voile « en se réclamant des idéaux de liberté de la

---

<sup>2</sup> Les propos issus des entretiens biographiques sont retranscrits ici en italique.

<sup>3</sup> Campagnes de volontariat organisées en Algérie dans le cadre de la révolution agraire par les étudiants communistes (PAGS).

## Congrès AFSP Paris 2013

révolution »<sup>4</sup> appartiennent aux classes moyennes urbaines et ne représentent qu'une minorité de la jeunesse féminine. L'instauration de République Islamique d'Iran va cependant aller de pair avec un ensemble de mesures qui visent tout particulièrement cette catégorie de femmes<sup>5</sup>. Si une majorité de femmes d'origine populaire va pouvoir, dans une certaine mesure, user du voile comme d'un instrument de légitimation et vont à accéder à des positions auxquelles elles n'auraient jamais pu aspirer par le passé, cette nouvelle législation va directement viser les « femmes modernes » qui sont marginalisées et accusées d'être « occidentalisées ».

Ces attaques directes de la part de l'Etat, en Algérie ou en Iran vont pousser les femmes à s'engager pour tenter de conserver leurs droits. Mais c'est plus tard qu'elles feront l'expérience de discriminations dans des sphères qu'elles pensaient préservées des inégalités de sexe.

### *De la domination masculine partout*

Leur compréhension du système qui sous-tend les inégalités va en effet s'appuyer sur l'expérience d'inégalités dans des milieux qu'elles pensaient privilégiés et exempts des « archaïsmes » de la société. En outre, leur expérience de l'exil va les amener à relativiser cette notion et à envisager leurs prises de position féministes comme étant universelles.

Les femmes rencontrées viennent, comme nous l'avons précisé plus tôt, des classes moyennes et supérieures de leur société d'origine. Elles ont pour la plupart, le sentiment d'avoir grandi dans des milieux privilégiés et égalitaires. Elles ont fréquenté l'université, se sont engagées dans des organisations clandestines, et se sont parfois mises en couple avec des hommes qui partagent leurs convictions politiques. La perception d'inégalités dans ces milieux va les amener à remettre en cause leurs priorités de lutte.

C'est tout d'abord à l'intérieur même des organisations politiques auxquelles elles sont affiliées qu'elles vont rencontrer des obstacles. Si elles parlent parfois de l'abstraction du corps sexué dont tous les militant.e.s doivent faire preuve certaines ne sont pas dupes. Elles constatent une division sexuelle du travail militant : les femmes font les repas, le ménage et recopient les tracts, tandis que les hommes les écrivent et prennent les décisions. Pendant les campagnes de volontariat, Samira fait aussi l'expérience du « rapport aux femmes » des militants : « quand on vit ensemble [pendant] 15 jours, on voit de quoi ils sont capables ». Lors d'une manifestation où des démocrates viennent arracher une banderole féministe, Sadjia réalise que « l'archaïsme et le machisme sont partagés dans toutes les organisations politiques ». Shereen raconte également : « En 1979, lorsque que Khomeiny a pris le pouvoir, à l'occasion du premier mois de mars il s'est permis de dire que ça serait pas mal que les femmes se voilent(...) Et nos amis de gauche répondaient « vous n'allez pas mourir de mettre un morceau de foulard sur votre tête ! Notre combat premier c'est l'anti-impérialisme ! » ».

Ensuite, elles feront souvent l'expérience de ce rapport de domination dans leur couple. Mariées avec des hommes militants « intellectuels de gauche », « progressistes », elles seront bouleversées de constater que malgré leurs prises de positions égalitaristes, ils leur demandent parfois de se voiler, d'abandonner leurs organisations ou les quittent pour

---

<sup>4</sup> Khosrokhavar Farhad, *L'utopie sacrifiée, sociologie de la révolution iranienne*, Paris, presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1993, p122.

<sup>5</sup> L'homme (re)devient le chef de famille, il détient l'autorité parentale, il obtient le droit unilatéral à la polygamie et au divorce, les femmes ont besoin de l'autorisation de leur époux pour sortir du foyer, travailler ou voyager, leurs témoignages et leur sang (diyeh) valent moins que ceux des hommes, elles n'ont plus le droit d'être juges, elles n'héritent que de la moitié de la part des hommes. Le port du voile devient obligatoire. Voir Kian-Thiébaud Azadeh, *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002, p 78-79.

## Congrès AFSP Paris 2013

refaire leur vie. Elles passent ainsi de l'idée d'un archaïsme de la société en matière d'égalité à la conscience d'un système d'oppression bien plus insidieux et profond qu'elles ne l'avaient imaginé. La prise de conscience de ce rapport de pouvoir inégalitaire les amène à se positionner aussi en tant que femmes et à réclamer l'égalité face à l'État autoritaire qui les instrumentalise et qui va progressivement institutionnaliser et ainsi renforcer les inégalités.

L'idée de l'archaïsme va laisser place à celle de l'universalité de la domination masculine. Leur exil va les amener à mettre en perspective leurs expériences ici et là-bas. Elles vont se positionner à la fois comme étant proches des féministes française de la seconde vague en même temps qu'elles mettent en avant l'objectivité qui leur serait conférée par le recul culturel acquis au cours de l'exil<sup>6</sup>.

Les militantes invoquent ainsi fréquemment le surplus de « sens critique » dont elles seraient dotées et qu'elles justifient par l'expérience d'avoir vécu dans des contextes politiques différents et de vivre loin de chez soi. Pegah met en avant l'exil comme une possibilité d'apporter un regard neuf sur certaines questions : *« je pense que les mouvements de femmes en exil peuvent jouer un rôle très important puisqu'on vit une expérience interculturelle [...] je pense qu'il y a une capacité de dialogue et l'expérience d'exil au-delà des souffrances, peut nous permettre de nous construire dans une interculturalité<sup>7</sup> »*.

En outre, la pluralité de leurs expériences les amène à privilégier le prisme féministe de lecture du monde par rapport à d'autres combats : *« J'ai peut-être la chance et la lucidité de ne pas m'enfermer dans mes premiers combats de gauche parce que justement je vois en Iran ce qui s'est passé par rapport à nos aînées, j'essaie d'ailleurs de mettre ici en garde nos amies de gauche en France. [...] C'est pour ça que maintenant je me dis plus féministe que de gauche. D'ailleurs avec les Français on le voit, ce sont des Français de gauche qui soutiennent le voile par exemple : « il faut respecter, c'est leur culture ». Sous prétexte de leur culture on laisse des femmes dans leur domination »*

De plus, elles mettent en avant leur proximité générationnelle et idéologique avec les féministes françaises. Deux lettres ouvertes écrites en mai et juin 2009 par des « féministes laïques algériennes et iraniennes<sup>8</sup> » et s'adressant à leurs « amies féministes françaises » le montrent : *« De là où on était, vos luttes étaient les nôtres, votre libération prédisait la nôtre. Nous suivions vos cheminements et vos acquis nous renforçaient dans nos convictions et dans la poursuite de nos luttes. »*

Malouk fait également référence à une proximité de classe avec ces dernières : *« je suis entrée dans un cercle d'amies iraniennes car même si j'ai fait des études, la langue ne me permettait pas complètement de rentrer dans un mouvement d'action française »*

Plusieurs exilées racontent qu'elles avaient des réseaux communs avec les féministes françaises avant de venir s'installer en France. Certains groupes les avaient soutenues dans leur combat pour le renversement du Shah en Iran ou dans leur lutte contre le code de la famille en Algérie. Certaines étaient venues en France pour faire des études ou y avaient été invitées pour des événements culturels, sportifs ou pour témoigner de leurs combats dans leurs pays d'origine.

---

<sup>6</sup> Idée que l'on retrouve d'ailleurs chez Sayad.

<sup>7</sup> Mairie du 10<sup>ème</sup>, Rencontre « Exils, lutte ici et là-bas », 11 mars 2004.

<sup>8</sup> Ces lettres ont été diffusées dans les milieux féministes français, sur les sites ou listes de diffusion féministes. Elles m'ont également été envoyées personnellement après ma rencontre avec Samira. L'identité des rédactrices n'est pas mentionnée et il m'a été impossible de savoir qui a précisément participé à leurs rédactions. Elles ont cependant eu un certain écho dans le milieu féministe français (celles qui ont rédigé les lettres affirment dans la seconde qu'elles ont reçu 5000 réponses, réponses qui si elles étaient consultables, mériteraient certainement d'ailleurs une thèse à elles seules !).

## Congrès AFSP Paris 2013

Leur positionnement dans ces groupes va les amener à se placer en tant que représentantes de toutes femmes de leurs pays d'origine laissant entendre qu'elles partageraient une même vision du monde : « *en Iran les femmes veulent la séparation de l'Islam et de l'État. En Iran où la constitution est basée sur la Chari'a, les femmes disent 'on est musulmanes ok, mais on ne veut pas de l'islam'.* » (Shereen).

Si elles présentent leurs combats comme étant unanimement partagé, elles viennent en réalité avec une grille de lecture du monde formée par leurs expériences passées et parfois transhistorique: « *l'Islam partout c'est pareil... la Religion au pouvoir partout c'est la même chose.* », « *L'islam est une religion misogyne dans son existence même.* »

Nous allons voir qu'elles vont ainsi, malgré elles, passer de l'expression de leurs revendications à la prescription de ce que doit être le féminisme et de qui a le droit de s'en revendiquer.

### ***Stratégie d'inclusion et féminisme normatif***

Toute démarche féministe nous semble être à la fois individuelle (en ce qu'elle est un moyen d'affirmer sa capacité d'action) et collective (dans la recherche de moyens d'action et de réflexion pour promouvoir la place des femmes en tant que groupe). De fait, comme tout engagement qui se place sur ces deux niveaux, il implique qu'il y ait parfois des intérêts divergents voir opposés entre ces deux aspects. Nous tenterons ici de savoir dans quelle mesure l'émancipation individuelle peut réellement aller de pair avec une émancipation collective. Nous verrons notamment que si elles partent pour s'extraire de l'autorité et poursuivre un processus d'individuation, la reprise de l'action collective en France va aussi être un moyen de s'insérer dans l'espace public français.

Notons tout d'abord que si les militantes évoquent leur exil comme ayant été une déchirure, elles perçoivent aussi leur départ comme un moyen d'échapper à un certain nombre de contraintes, qu'elles soient familiales, organisationnelles, idéologiques ou étatiques. Quitter son pays peut être alors envisagé comme un mode d'émancipation. Précisons que dans la plupart des cas, ce n'est pas tant le contexte français - qui apporte de nouvelles sources de discriminations- qui explique l'émancipation, que la situation d'indépendance souvent provoquée par la migration. Les militantes que nous avons rencontrées partent souvent seules. Elles ont quitté leurs parents, se sont éloignées de leurs époux lorsqu'elles sont mariées, ont perdu de vue leurs enfants. Le départ peut être la traduction définitive d'une séparation ou d'un divorce ou le reflet de la volonté de devenir adulte, de prendre des distances avec sa famille. Partir est aussi parfois une manière de quitter une société jugée comme étant « archaïque » pour trouver ailleurs des possibilités de vivre dans un milieu qui correspondrait mieux aux idéaux des militantes. La liberté de mouvement est d'ailleurs un des critères que les femmes s'accordent à trouver en France : « *Je suis la même personne, je fais la même chose, mais là-bas, je n'avais pas le droit, et ici, personne ne me dit rien. Par exemple en Iran, faire du vélo c'était mal vu, ou bien parler avec des garçons, rigoler, parler fort, tout ce que je faisais en Iran et qui était mal vu pour une fille, je pouvais le faire ici, vivre comme je veux.* » (Niloufar)

« *En tant que femme, moi je descends, je vais au marché, ne serait-ce que ça, aller prendre un café...des libertés individuelles, le b.a.-ba si tu veux. Je me sens beaucoup plus dans mon élément pour ne pas dire chez moi...* » (Sadjia)

Une partie des militantes trouve donc en France un espace où leur comportement qui semblait auparavant déplacé, devient la norme. En venant y vivre, elles sont donc parvenues à

## Congrès AFSP Paris 2013

trouver un lieu qui convienne mieux que leur pays d'origine à leur conception des libertés.<sup>9</sup> L'émancipation repose aussi sur la liberté retrouvée de faire des choses de manière légale, comme d'adhérer à un parti ou à un syndicat. Certaines reprennent en France des études qui leur avaient été interdites ou qu'elles n'avaient pu poursuivre<sup>10</sup>.

Il apparaît alors que le fait de partir peut être envisagé comme une manière plus personnelle de continuer le combat en s'émancipant des multiples contraintes qui pèsent sur elles et en accédant à un espace jugé plus libre. C'est notamment en cela que nous parlons de « délocalisation de la lutte ». Ce concept permet de rendre compte de la *volonté* d'une part, d'exporter son propre capital de militance, d'autre part de poursuivre une lutte géographiquement ciblée à partir de n'importe quel autre endroit du monde, plus propice à l'expression de ses engagements et à la libre parole. Certaines militantes ont commencé à faire des allers-retours entre la France et l'Algérie avant de partir définitivement. Elles utilisent leurs séjours en France pour dénoncer le pouvoir algérien à partir de l'étranger, tout comme le font les Iraniennes au moment de leur arrivée. Ainsi l'exil peut être interprété comme une manière de reprendre sa liberté de parole en se soustrayant au contrôle des autorités, comme le dit Jaleh : « *Mais tout ce qu'elles font à l'intérieur, c'est très encadré, elles ne peuvent pas faire grand-chose mais elles essayent... et nous on n'est pas encadrées, on peut aller jusqu'au bout de nos idées* ».

La société française est donc perçue comme un espace où peut s'exprimer une liberté de parole et de mouvement. En outre, comme nous l'avons vu précédemment, les militantes ont tendance à considérer leur société d'origine comme étant « traditionnelle », en opposition avec leur « modernité » qui les aurait poussées à partir. Lara témoigne ainsi de ses *a priori* sur les exilé.e.s iranienn.e.s lors de son arrivée dans une association de femmes iraniennes en France : « *[une militante] m'a tendu des documentations sur la violence conjugale. J'ai refusé parce que j'ai dit « les Iraniens qui sont venus vivre en France, n'ont pas ce genre de comportement de violence conjugale ! ». [...] Je pensais que c'était un choix pour ces personnes de quitter l'Iran, donc de laisser justement ces choses-là de notre culture et de nos traditions en Iran.* »

Lors de leur arrivée en France, leur capital militant<sup>11</sup> va leur servir de ressource pour faire face aux obstacles qui vont se dresser devant elles. Ce sont souvent des associations de femmes qui les reçoivent à leur arrivée, qui les hébergent et qui les aident dans leurs démarches administratives. Certaines Iraniennes vont apprendre le français dans ces associations. En outre, c'est souvent dans ces organisations que les exilées vont trouver un premier emploi rémunéré en France. C'est aussi leurs expériences militantes qui vont inspirer celles qui reprennent leurs études pour écrire un mémoire, une thèse. Au-delà du désir de poursuivre en France les luttes qu'elles avaient entamées dans leur pays d'origine, la sphère

---

<sup>9</sup> Cela prouve encore une fois que leur émancipation n'est pas le produit du lieu dans lequel elle s'épanouit librement, mais qu'elle était déjà présente, même si elle s'exprimait de manière plus contrainte.

<sup>10</sup> Certaines militantes sont dans les premiers temps de leur arrivée, soumises à des difficultés de logement, de papiers, d'emploi... Dépassées par les formalités administratives et les problèmes matériels, elles se concentrent sur l'urgence de trouver des moyens de subsistance et mettent de côté, pour un temps, leur engagement. D'autres soulignent qu'elles se retrouvent en France privées d'un soutien familial précieux, notamment concernant la garde des enfants en bas âge. Elles sont alors moins disponibles pour les activités extra-familiales. L'émancipation n'est donc pas un phénomène linéaire qui prendrait sa source dans une situation de subordination maximale et qui aboutirait à une libération totale. Certaines périodes de la vie favorisent les prises de conscience et l'indépendance, d'autres sont plus contraignantes et imposent des choix ou un ajustement des rôles.

<sup>11</sup> Matonti Frédérique, Poupeau Franck, « Le capital militant. Essai de définition », in *Actes de la recherche en science sociale*, n°155, décembre 2004.

## Congrès AFSP Paris 2013

militante représente donc pour elles un moyen d'accéder à d'autres sphères et de rester des personnes agissantes.

Or, c'est en partie l'espace politique français qui va sélectionner les discours et les engagements qui correspondent le mieux à la commande institutionnelle. Ainsi, certains positionnements trouveront plus d'écho que d'autres. L'association d'aide aux femmes réfugiées dirigée par Farida (qui a été mariée à un médecin militaire) qui s'est positionnée, au moins au départ, comme étant pour la répression envers les islamistes algériens a toujours obtenu des subventions de la part de l'Etat français contrairement à d'autres associations, toutes aussi efficaces sur le terrain mais dont les membres tenaient un discours moins favorable à l'armée algérienne. De même, plusieurs Iraniennes et Algériennes témoignent du fait que tant l'espace associatif que l'espace médiatique fonctionnent par « modes » et que passées les périodes où l'Iran et l'Algérie font l'actualité, leurs discours deviennent inaudibles. C'est entre autre pour cette raison qu'elles ressentent la nécessité de s'engager dans des organisations politiques qui ne sont pas directement tournées vers leurs pays d'origine.

Les militantes vont toutefois rencontrer des difficultés à faire entendre leurs voix, y compris dans les organisations féministes. C'est ce dont témoigne Samira : « *pour prendre une place, une vraie place dans les associations, ça c'est non. C'est pas dit mais c'est clair net et précis et c'est ressenti. C'est comme si c'était chacun à sa place. [...] Toi tu ne peux que parler du problème de l'Algérie. Voilà moi je n'ai pas le droit de parler de problèmes mondiaux. Et il y a des moments où ça allait plus loin. Quand on préparait les rencontres ou quelque chose comme ça dans le **partage des tâches**, les femmes algériennes c'était le couscous, les gâteaux et le thé. Donc après ça donne à réfléchir.* »

Cette dernière exprime clairement le fait de ne pas se sentir porteuse de ses origines et de ne pas vouloir être identifiée par les autres par ce biais : « *je ne me sens pas basanée... Je ne veux pas parler du colonialisme parce qu'aujourd'hui ce n'est pas mon problème. Je ne veux pas expliquer pourquoi je suis laïque, je ne veux pas porter le voile et je suis pour la loi<sup>12</sup>* ». Elle affirme également : « *Il faut vraiment se dire que la lutte des femmes c'est la même et partout, et être convaincu de ça* ». Elle exprime ainsi son refus d'être altérée et son sentiment d'avoir sa place dans l'espace politique français, au même titre que les françaises « blanches »<sup>13</sup> qui lui dénie pourtant paradoxalement une place de « femme universelle ».

Shereen tient le même type de discours : « *les féministes exilées lesbiennes c'est universel, je ne veux pas être ramenée à « of colour », je suis choquée par la question de « race », la domination des femmes est universelle [...] pour moi il y a la classe des dominants et des dominés, la classe des riches et des pauvres, les salariés et le capitalisme et puis des dominants hommes et des femmes, après bien sur on peut parler des hétéro et des lesbiennes mais c'est autre chose. D'abord il y a ça [...] Je refuse d'être enfermée dans une quelconque couleur et dans une quelconque religion...* ». Leur volonté de ne pas se retrouver « enfermées » dans une catégorie dans laquelle elles ne se reconnaissent pas les conduit donc à rejeter le bien-fondé d'une réflexion en ces termes.

En outre, nous avons constaté qu'elles se tiennent à distance des autres catégories de migrant.e.s. Dès notre première rencontre, Jaleh me précise que je ne peux pas comparer les Iraniennes et les Algériennes car les premières seraient des exilées politiques tandis que les secondes seraient des migrantes économiques. Atika me précise qu'elle n'a pas quitté l'Algérie pour des raisons financières, qu'elle vivait « *mille fois mieux en Algérie* ». Sadjia qui

---

<sup>12</sup> Elle parle de loi interdisant le port des signes religieux à l'école.

<sup>13</sup> J'emploie le terme « blanche » pour désigner les femmes nées en France qui ne sont pas issues de l'immigration et qui ne subissent pas de stigmatisation en raison de leurs origines ou supposées origines.

## Congrès AFSP Paris 2013

raconte s'être retrouvée lors de son arrivée en France « *dans l'immigration...Immigration !* », soulignant ainsi la distance qui la sépare de ce milieu, dit aujourd'hui être une « bobo » : « *je ne suis pas une femme de la Courneuve, il faut dire la réalité.* » Nombreuses sont celles qui racontent comment elles sont restées à l'écart, y compris dans leur pays d'origine, des femmes des milieux populaires : « *c'était ce mépris qui existait: "c'est que les femmes des pauvres, c'est que les ouvrières".* »

Leur volonté de poursuivre leur individuation et de ne pas se laisser enfermer dans des relations de domination les conduit parfois à reproduire des schémas qu'elles condamnent par ailleurs. L'exemple d'Atika est très représentatif. Elle raconte qu'à l'occasion du renouvellement de sa carte de séjour elle a eu un rapport conflictuel avec l'agent de la préfecture qui traite son dossier : « *je suis tombée sur une Antillaise parce qu'il faut le dire, les Antillais, pour prouver qu'ils sont plus Français que les Français, ils font du zèle sur les Maghrébins et entre autre sur les Algériens. On me demande ma carte de sécurité et donc elle voit que mes deux filles sont portées sur ma carte et elle me dit « ah mais vos enfants sont avec vous ? » je lui dis « bien sûr que mes enfants sont avec moi ! » elle me dit « ah non mais vous n'avez pas le droit de les avoir avec vous ! » je lui dis « Pardon ? Mais attendez moi **je suis pas une chatte**, je mange pas mes enfants à la naissance ! Si vous ne vouliez pas que mes enfants soient avec moi, fallait pas me donner ma première carte ! [...] Attendez, moi **je ne suis pas une tortue**, je ne ponds pas mes œufs pour ensuite aller ailleurs ! [...] Elle me dit « mais quand on part avec ses enfants on prend ses dispositions ! » Je lui dis « Mais j'ai pris mes dispositions ! J'ai un logement, j'ai un travail, j'ai pris mes dispositions ! » et j'ai dit « et puis maintenant vous allez m'appeler votre chef de service » et j'ai commencé à gueuler, je leur ai fait un bordel, **elle est partie comme un toutou** me chercher le chef de service et puis le mec est venu et a fini par revenir avec ma carte. Ah non, non, ils sont horribles... » On voit ici comment l'institution est disculpée au profit de l'accusation de l'employée racialisée. On assiste à un retournement de situation puisqu'Atika se sentant dénigrée va retourner la stigmatisation dont elle est victime contre la personne qu'elle a en face d'elle en usant de son capital social pour faire pression sur elle. Alors qu'elle lui reproche de la traiter comme un animal, elle la qualifiera elle-même de « toutou ».*

Si cet évènement peut sembler anecdotique, la volonté de gommer les rapports sociaux de classe et de « race » au profit des rapports sociaux de sexe conduit certaines militantes à effectuer des alliances avec des groupes dont l'idéologie raciste est clairement affichée. Shereen par exemple, participe à des manifestations organisées par Riposte laïque et la ligue du droit International des femmes.

En outre, cela les amène également à dénier le droit d'expression à certaines femmes : plusieurs militantes rejettent ainsi l'existence d'un féminisme islamique ou le droit d'expression à des femmes jugées comme étant « intégristes ». En témoigne encore une fois cette lettre signée de « féministes laïques iraniennes et algériennes » : « *certaines de nos camarades féministes engagées dans les luttes antiracistes, altermondialistes, traversées par une certaine culpabilité coloniale et postcoloniale. Militantes et/ou chercheuses, porteuses des valeurs féministes, nous n'arrivons pas à concevoir, à comprendre ni à accepter votre engagement aux côtés de celles qui se nomment « féministes musulmanes et/ou voilées », au dépend des féministes laïques.* » Certaines d'entre elles se sont d'ailleurs prononcées en faveur de la loi contre le port de signes religieux à l'école que d'autres jugent comme étant discriminante.



## Congrès AFSP Paris 2013

L'analyse des trajectoires de ces militantes exilées fait apparaître les limites d'un féminisme universaliste qui serait débarrassé des autres rapports de domination. Les femmes que nous avons rencontrées ont créé des réseaux avec des féministes de différents pays en présentant leurs convictions comme étant le reflet des attentes de toutes les femmes. Elles contribuent à la diffusion d'une grammaire féministe internationale qui s'appuie sur une conception normative et finalement très individuelle de la liberté des femmes. La création d'alliances entre les féministes des classes supérieures de différentes régions du monde<sup>14</sup> contribue à l'invisibilisation des attentes d'autres femmes dont les discours d'une part, ne sont pas relayés, d'autre part ne sont pas jugés comme étant représentatifs parce qu'ils émaneraient de femmes aliénées. Les stratégies d'individuation apparaissent donc parfois comme étant contreproductives dans la mesure où elles peuvent conduire à la reproduction des rapports de pouvoir dont elles souhaitent s'extraire.

---

<sup>14</sup> Bacchetta Paola, « Réflexions sur les alliances féministes transnationales », in Falquet (al.) *Le sexe de la mondialisation*, Paris, Les presses de sciences po, 2010.